

Gazette
officielle
DU Québec

Partie

2

N^o 33

13 août 2003

Lois et règlements

135^e année

Sommaire

Table des matières

Lois 2003

Index

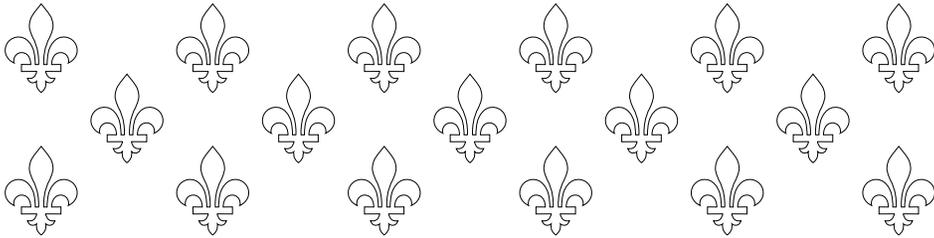
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2003

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières**Page**

Lois 2003

16	Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004	3795
----	---	------



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 16
(2003, chapitre 4)

Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004

Présenté le 16 juillet 2003
Principe adopté le 16 juillet 2003
Adopté le 16 juillet 2003
Sanctionné le 16 juillet 2003

Éditeur officiel du Québec
2003

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2003-2004, une somme de 23 128 367 400,00 \$, incluant un montant de 480 700 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables aux années financières 2004-2005 et 2005-2006, dont 477 200 000,00 \$ en 2004-2005 et 3 500 000,00 \$ en 2005-2006, représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés aux annexes 1, 2 et 3, déduction faite des montants déjà pourvus par les divers mandats spéciaux délivrés en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique.

Ce projet de loi indique en outre quels sont les programmes qui font l'objet d'un crédit au net et précise le montant des crédits non entièrement dépensés qui pourra être reporté en 2004-2005. Il établit enfin dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Projet de loi n^o 16

LOI N^o 1 SUR LES CRÉDITS, 2003-2004

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 23 128 367 400,00 \$ pour le paiement d'une partie du Budget de dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 2003-2004, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, incluant un montant de 480 700 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables aux années financières 2004-2005 et 2005-2006, dont 477 200 000,00 \$ en 2004-2005 et 3 500 000,00 \$ en 2005-2006.

Cette somme maximale, ainsi que celles respectivement pourvues par le mandat spécial n^o 2 2002-2003, délivré le 31 mars 2003, le mandat spécial n^o 1 2003-2004, délivré le 16 avril 2003, le mandat spécial n^o 2 2003-2004, délivré le 28 mai 2003, et le mandat spécial n^o 3 2003-2004, délivré le 25 juin 2003, se partagent selon les montants apparaissant en annexe au regard de chacun des différents programmes qui y sont énumérés.

2. Malgré les articles 86 et 92 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001), l'état de la dépense et des autres coûts imputés à l'un ou l'autre des mandats spéciaux visés à l'article 1 fait partie de la reddition de comptes détaillée produite au regard de chacun des programmes concernés selon le Budget de dépenses déposé devant l'Assemblée nationale par le président du Conseil du trésor pour l'année financière 2003-2004.

3. Le solde de tout crédit alloué pour l'année financière 2003-2004 mais non entièrement utilisé peut, si les conditions apparaissant au Budget de dépenses sont respectées, être reporté en 2004-2005 jusqu'à concurrence d'un montant de 129 879 400,00 \$. En outre, le Conseil du trésor peut autoriser le report d'un montant additionnel de 113 500 700,00 \$ selon les conditions et modalités prévues au Budget de dépenses.

4. Dans le cas des programmes pour lesquels un crédit au net apparaît au Budget de dépenses, le montant du crédit des programmes concernés peut augmenter, aux conditions qui y sont spécifiées, lorsque les revenus associés à ce crédit au net sont supérieurs à ceux prévus.

5. Dans le cas des programmes qui comportent une provision créée à cette fin, le Conseil du trésor peut autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles, pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions décrites au Budget de dépenses.

6. Sauf pour les programmes mentionnés à l'article 4, le Conseil du trésor peut autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes d'un même portefeuille, dans la mesure où un tel transfert n'a pas pour effet d'augmenter ou de réduire de plus de 10 % le montant du crédit autorisé par la loi.

7. La présente loi entre en vigueur le 16 juillet 2003.

ANNEXE 1

CRÉDITS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR

PROGRAMME 1

Promotion et développement de la Métropole	62 235 900,00
---	---------------

PROGRAMME 2

Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	577 953 800,00
--	----------------

PROGRAMME 3

Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	503 122 900,00
--	----------------

PROGRAMME 4

Administration générale	49 832 400,00
-------------------------	---------------

PROGRAMME 5

Commission municipale du Québec	3 386 500,00
---------------------------------	--------------

PROGRAMME 6

Habitation	298 651 600,00
------------	----------------

PROGRAMME 7

Régie du logement	14 617 100,00
-------------------	---------------

PROGRAMME 8

Développement du sport et du loisir	75 031 400,00
-------------------------------------	---------------

1 584 831 600,00

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

PROGRAMME 1

Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	333 425 900,00
--	----------------

PROGRAMME 2

Organismes d'État	316 810 500,00
	<hr/>
	650 236 400,00

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

PROGRAMME 1

Secrétariat du Conseil du trésor	69 036 100,00
----------------------------------	---------------

PROGRAMME 2

Fonctions gouvernementales	105 206 000,00
----------------------------	----------------

PROGRAMME 3

Commission de la fonction publique	2 701 300,00
------------------------------------	--------------

PROGRAMME 4

Régimes de retraite et d'assurances	4 388 700,00
-------------------------------------	--------------

PROGRAMME 5

Fonds de suppléance	495 277 500,00
---------------------	----------------

	676 609 600,00
--	----------------

CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 1

Cabinet du lieutenant-gouverneur	878 500,00
----------------------------------	------------

PROGRAMME 2

Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	69 186 500,00
--	---------------

PROGRAMME 3

Affaires intergouvernementales canadiennes	10 560 700,00
--	---------------

PROGRAMME 4

Affaires autochtones	106 651 200,00
----------------------	----------------

PROGRAMME 5

Jeunesse	12 556 400,00
----------	---------------

PROGRAMME 6

Réforme des institutions démocratiques	1 653 000,00
	<hr/>
	201 486 300,00

CULTURE ET COMMUNICATIONS

PROGRAMME 1

Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	79 064 000,00
---	---------------

PROGRAMME 2

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	398 660 200,00
--	----------------

PROGRAMME 3

Charte de la langue française	22 512 900,00
	<hr/>
	500 237 100,00

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

PROGRAMME 1

Direction du Ministère	50 925 500,00
------------------------	---------------

PROGRAMME 2

Développement économique et régional	580 292 700,00
--------------------------------------	----------------

PROGRAMME 3

Recherche, Science et Technologie	237 632 400,00
-----------------------------------	----------------

PROGRAMME 4

Promotion et développement du tourisme	126 585 600,00
--	----------------

	995 436 200,00
--	----------------

ÉDUCATION

PROGRAMME 1

Administration et consultation	139 015 700,00
--------------------------------	----------------

PROGRAMME 2

Formation en tourisme et hôtellerie	17 069 200,00
-------------------------------------	---------------

PROGRAMME 3

Aide financière aux études	487 915 100,00
----------------------------	----------------

PROGRAMME 4

Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	6 866 598 100,00
---	------------------

PROGRAMME 5

Enseignement supérieur	3 397 905 300,00
------------------------	------------------

	10 908 503 400,00
--	-------------------

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

PROGRAMME 1

Mesures d'aide à l'emploi	935 210 200,00
---------------------------	----------------

PROGRAMME 2

Mesures d'aide financière	2 455 470 200,00
---------------------------	------------------

PROGRAMME 3

Soutien à la gestion	231 318 900,00
----------------------	----------------

PROGRAMME 4

Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	1 764 441 800,00
--	------------------

	5 386 441 100,00
--	------------------

ENVIRONNEMENT

PROGRAMME 1

Protection de l'environnement	178 216 800,00
-------------------------------	----------------

PROGRAMME 2

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 661 300,00
---	--------------

	183 878 100,00
--	----------------

FINANCES

PROGRAMME 1

Direction du ministère	73 451 500,00
------------------------	---------------

PROGRAMME 2

Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	135 757 100,00
	<hr/>
	209 208 600,00

JUSTICE

PROGRAMME 1

Activité judiciaire	24 447 400,00
---------------------	---------------

PROGRAMME 2

Administration de la justice	316 888 900,00
------------------------------	----------------

PROGRAMME 3

Justice administrative	10 459 800,00
------------------------	---------------

PROGRAMME 4

Aide aux justiciables	122 631 800,00
-----------------------	----------------

	474 427 900,00
--	----------------

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PROGRAMME 1

Le Protecteur du citoyen	7 617 400,00
--------------------------	--------------

PROGRAMME 2

Le Vérificateur général	19 113 100,00
-------------------------	---------------

PROGRAMME 4

Le Commissaire au lobbyisme	2 392 200,00
-----------------------------	--------------

	29 122 700,00
--	---------------

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

PROGRAMME 1

Relations avec les citoyens et gestion de l'identité	21 945 500,00
--	---------------

PROGRAMME 2

Immigration, intégration et régionalisation	112 765 100,00
---	----------------

PROGRAMME 3

Conseil et organismes de protection relevant du ministre	25 755 500,00
--	---------------

PROGRAMME 4

Curateur public	43 460 300,00
-----------------	---------------

PROGRAMME 5

Condition féminine	7 089 000,00
--------------------	--------------

	211 015 400,00
--	----------------

RELATIONS INTERNATIONALES

PROGRAMME 1

Affaires internationales	108 171 600,00
	<hr/>
	108 171 600,00

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS

PROGRAMME 1

Connaissance et gestion du territoire	25 235 100,00
---------------------------------------	---------------

PROGRAMME 2

Parcs, Patrimoines faunique et forestier	283 824 300,00
--	----------------

PROGRAMME 3

Développement énergétique	37 426 800,00
---------------------------	---------------

PROGRAMME 4

Gestion et développement de la ressource minérale	34 519 800,00
--	---------------

PROGRAMME 5

Direction du Ministère et développement de la Capitale-Nationale	101 226 500,00
---	----------------

482 232 500,00

REVENU

PROGRAMME 1

Administration fiscale	426 636 800,00
	<hr/>
	426 636 800,00

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

PROGRAMME 1

Fonctions nationales	250 818 900,00
----------------------	----------------

PROGRAMME 2

Fonctions régionales	11 240 390 800,00
----------------------	-------------------

PROGRAMME 3

Office des personnes handicapées du Québec	46 890 900,00
---	---------------

	11 538 100 600,00
--	-------------------

SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME 1

Sécurité, prévention et gestion interne	407 178 600,00
---	----------------

PROGRAMME 2

Sûreté du Québec	400 818 600,00
------------------	----------------

PROGRAMME 3

Organismes relevant du ministre	29 168 800,00
---------------------------------	---------------

	837 166 000,00
--	----------------

TRANSPORTS

PROGRAMME 1

Infrastructures de transport	994 118 200,00
------------------------------	----------------

PROGRAMME 2

Systèmes de transport	341 595 100,00
-----------------------	----------------

PROGRAMME 3

Administration et services corporatifs	95 298 900,00
--	---------------

	1 431 012 200,00
--	------------------

TRAVAIL

PROGRAMME 1

Travail	73 569 800,00	
	<u>73 569 800,00</u>	
		<u>36 908 323 900,00</u>

ANNEXE 2

CRÉDITS À VOTER POUR DES DÉPENSES IMPUTABLES À L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2004-2005

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

PROGRAMME 2

Mesures d'aide financière	279 000 000,00
---------------------------	----------------

PROGRAMME 4

Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	189 900 000,00
	<hr/>
	468 900 000,00

TRAVAIL

PROGRAMME 1

Travail

8 300 000,00

8 300 000,00

477 200 000,00

ANNEXE 3

CRÉDITS À VOTER POUR DES DÉPENSES IMPUTABLES À L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2005-2006

TRAVAIL

PROGRAMME 1

Travail	3 500 000,00	
	<hr/>	
	3 500 000,00	
		<hr/>
		3 500 000,00

Index des textes réglementairesAbréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

Règlements — Lois	Page	Commentaires
Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, P.L. 16)	3795	

